# INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

# BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Suivi de la conjoncture économique

 $N^{\circ}$  125 – 1er trimestre 2006

Diagnostic sur la conjoncture du trimestre écoulé et éléments prospectifs issus de l'enquête

Synthèse:

# . Sommaire

Page
------

u op	ווטווווע			
		Note	e Méthodologique	4
	1.	Vue	e d'ensemble	
		1.1	Les entreprises	6
			1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	6
			1.1.2 L'investissement des entreprises	8
			1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité	10
		1.2	Les ménages	12
			1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	12
			1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	13
			1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	14
		1.3	Les indicateurs macro-économiques	15
	2.	Ana	alyse sectorielle	
		2.1	Agriculture, élevage, pêche et aquaculture	18
		2.2	Industrie agro-alimentaire	22
		2.3	Industries minières et métallurgiques	25
		2.4	Industries diverses	29
		2.5	Bâtiment et travaux publics	32
		2.6	Commerce	36
			2.6.1 Commerce de détail	38
		2.7	Hôtellerie-Tourisme	41
		2.8	Services aux entreprises	45

## Aperçu international

Les **Etats-Unis** ont connu un ralentissement de croissance du PIB au quatrième trimestre 2005 (+ 0,4 % en variation trimestrielle). Au total la croissance serait de 3,2% sur l'année contre 3,8% en 2004. L'augmentation des prix a été de 3,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage s'établit à 4,9 % à fin décembre 2005 (- 0,2 point par rapport à septembre 2005).

Dans la **Zone Euro**, la croissance du PIB a également ralenti au quatrième trimestre 2005 (+0.3 %) en variation trimestrielle) mais se situe sur l'année à +1.7%, légèrement au dessus de la croissance de 2004 (+1.6%). Par ailleurs, en décembre 2005, le taux d'inflation s'est établi à 2.2% et le taux de chômage à 8.4% en légère diminution par rapport à septembre 2005 (-0.1) point).

Au quatrième trimestre 2005, la croissance du PIB de la **France** a été de 0,2 % contre 0,7% au troisième trimestre. Sur l'année le supplément de richesse créé a été de 1,2% contre 2% en 2004. L'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,5% sur l'année. Parallèlement, le taux de chômage s'est réduit à 9,5 % de la population active en décembre 2005 (-0,3 point par rapport à septembre 2005).

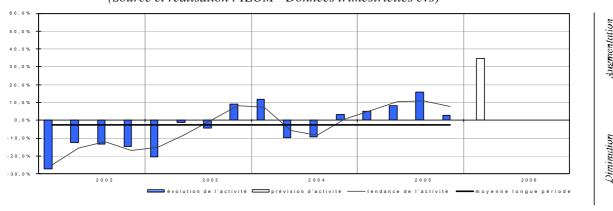
#### La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

Sur le quatrième trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 9 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans cinq secteurs : le BTP, les industries agroalimentaires, les industries diverses, le tourisme et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans quatre secteurs : la mine et métallurgie, l'agriculture, l'ensemble du commerce, et le commerce de détail.

Confirmant les prévisions exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2005. Pour la première fois depuis 4 ans l'indice synthétique a été favorablement orienté sur l'ensemble de l'année.

# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise CVS au 31 décembre 2005 (hors mines et métallurgie) (Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles cvs)



La **demande des ménages** a poursuivi sa progression au cours du quatrième trimestre avec notamment la période des fêtes de fin d'année. La plupart des principaux indicateurs ont été orientés à la hausse malgré le sentiment d'une baisse d'activité relayé par les chefs d'entreprises du secteur du commerce qui n'auraient pas réalisé le chiffre d'affaires escompté en raison notamment des conflits sociaux qui ont perturbé leur activité. Les importations de biens de consommation courante (meubles, habillement...) ont augmenté de 12,2% et les importations de produits alimentaires de 24,5% sur le trimestre. Les immatriculations de voitures particulières ont stagné pour leur part (-0,2%). Sur l'année, ces indicateurs macro-économiques sont en hausse: +4,4 % pour les importations de consommation courante, +7,5 % pour les importations de produits alimentaires et +6,4 % pour les immatriculations de voitures particulières. Par ailleurs, l'**investissement des ménages** (constitué principalement d'achat immobilier) a était bien orienté tout au long de l'année; celui-ci peut être notamment appréhendé par la croissance élevée de l'encours des crédits à l'habitat (+11,2% en glissement annuel). **L'indice des prix** a progressé pour sa part de 2,6% en fin d'année, inversant la tendance observée depuis 2003. Dans le détail, le poste de l'alimentation a progressé de 2,4 % en glissement annuel, les prix des produits

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Sources : Banque de France – Principaux indicateurs économiques et financiers au 10/03/2006

manufacturés, stables en 2004, n'ont pas échappé à l'augmentation des cours du pétrole et ont, par conséquent, connu une hausse de 2,3 % au cours de l'année 2005. Enfin, les prix des services ont progressé de 3,1 % au cours de l'année 2005.

Sur l'année, **l'investissement des entreprises** a été favorablement orienté. Celui-ci se reflète notamment au travers des importations de biens d'équipement professionnel (+3% en glissement annuel), les immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+14,7% en glissement annuel) et l'encours des crédits à l'équipement (+8,8% en glissement annuel). Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises, tous secteurs d'activité confondus – sauf ceux du commerce -, interrogés dans le cadre de la dernière enquête de conjoncture de l'IEOM, ont exprimé une intention d'investir sur les prochains mois.

Les échanges extérieurs de la Nouvelle-Calédonie ont continué à se développer. Ainsi, les exportations s'élèvent à 104 milliards de F CFP sur l'année (+5,2 % en glissement annuel) et les importations à 170,7 milliards de F CFP (+8,9% en glissement annuel). Cette hausse des importations s'explique en partie par la hausse des cours du pétrole. Le taux de couverture s'établit à 61 % en 2005 contre 63,1% en 2004.

L'activité du « **BTP** » aurait continué de s'améliorer au cours du quatrième trimestre 2005. L'opinion des chefs d'entreprises a été orientée à la baisse sur le premier semestre 2005 puis à la hausse sur la seconde partie de l'année. En données annuelles cumulées, les indicateurs évoluent positivement. En effet, les constructions à usage d'habitations autorisées ont augmenté de plus de 5 % et correspondent à 3.259 logements individuels (soit une progression de près de 28%) représentant un des plus hauts niveaux atteint ces dernières années. De plus, les ventes de ciment local ont progressé sur l'année de 4,0 % par rapport à 2004. En incluant les importations de ciment, cette hausse s'est établie à près de 7 %, confirmant la croissance d'activité dans le secteur (la part du ciment vendu à Goro s'est élevée à 6,9 % en 2005 contre environ 1 % en 2004). Par ailleurs l'encours global des crédits à l'habitat a progressé de 10% en glissement annuel, fin décembre. Le programme de construction de logements sociaux et le redémarrage du chantier de l'usine de GORO ont généré un volume d'activité pour les entreprises du secteur instaurant parfois une concurrence dans la recherche de main d'œuvre qualifiée qui se traduirait par une surenchère salariale.

Interrogés sur leur activité du quatrième trimestre 2005, les dirigeants d'entreprises du secteur de la « mine/métallurgie » se sont montrés encore plus pessimistes qu'au trimestre précédent. Ce constat s'explique notamment par la baisse de la production de minerais de nickel (- 9,3 %), la diminution de la production du métal (- 28,4 %) ainsi que le recul des exportations de métal sur le trimestre considéré (- 29,4 %). Ces évolutions sont liées aux conflits sociaux qui ont perturbé l'activité des sites miniers et du site de production de la SLN. Par ailleurs, les cours du nickel se sont repliés en fin d'année (-13,7%). Sur l'ensemble de l'année, l'opinion des chefs d'entreprises sur leur activité a été orientée à la baisse. Cependant, le bilan de l'activité demeure satisfaisant sur l'année. En effet, le cours moyens du LME pour 2005 (6,72 USD/lb) a été 7% plus élevé qu'en 2004. Au total, en 2005, la valeur des exportations de minerais s'est quasiment stabilisée à + 0,7 % (malgré le recul de leur volume de 11,6%), celle de la production de métal a progressé de 5,5% (avec une progression de 4,9% du volume). Ainsi, la production de métal approche les 60.000 tonnes (59.576) après 55.180 tonnes en 2004. En 2006, la montée en puissance du nouveau four de la SLN et l'exploitation du site de Thiebaghi devraient permettre d'approcher la production de 70.000 tonnes de métal.

Selon l'opinion des professionnels du secteur « hôtellerie/tourisme » interrogés, l'activité aurait poursuivi son redressement en fin d'année. Sur l'année, les chefs d'entreprises ont été optimistes à l'exception du second trimestre. Après une forte progression au troisième trimestre (+ 37,3 %), le nombre de visiteurs a continué à augmenter (+9%) au quatrième trimestre pour terminer l'année à 100 651 (+1,1%). Le taux d'occupation moyen des hôtels de Nouméa sur l'année a progressé de 2,4 points à 62 %. Par ailleurs, le nombre de croisiéristes a significativement augmenté (+ 51,5 %) par rapport au troisième trimestre 2005 et affiche un total pour l'année de 81 215 (+5,3%). En décembre 2005 a été présenté le plan de développement touristique concerté visant à accroître significativement la fréquentation de la Nouvelle-Calédonie d'ici 10 ans.

Selon les dirigeants du secteur de l'« agriculture/élevage/pêche», l'activité se serait repliée au cours du quatrième trimestre 2005, en particulier dans le secteur de l'aquaculture (qui est saisonnier). La production de crevettes a été en recul sur le dernier trimestre (-37%). La filière de la viande locale a fait face à une pénurie; ainsi les abattages ont reculé et ont été compensés par des importations. Sur l'année la production de crevettes a reculé (-16,8%) alors que les exportations en volume ont augmenté de 13,2% par rapport à 2004, mais seulement de 6,1% en valeur. Cette filière d'exportation demeure toutefois fragile compte tenu de ses coûts de production plus élevés que la concurrence internationale.

Selon les dirigeants des secteurs « industries agro-alimentaire », « industries diverses » « services aux entreprises », l'activité aurait poursuivi sa progression au cours du dernier trimestre 2005.



Concernant **les perspectives du premier trimestre 2006**, les dirigeants des différents secteurs envisagent une hausse de l'activité sauf dans le secteur des services aux entreprises.

# Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

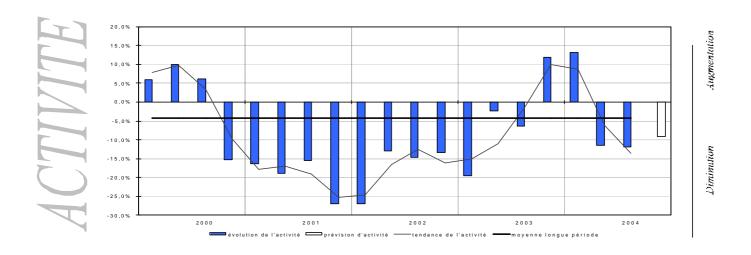
Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

# Interprétation des soldes d'opinions

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'activité ou aux charges d'exploitation correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la œurbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.



# Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

## Abattages de viande bovine (en tonnes)

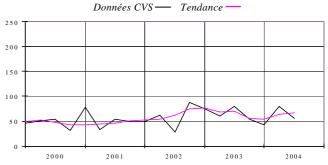
# 

2003

650

Source: OCEF

## Importations de viande bovine (en tonnes)



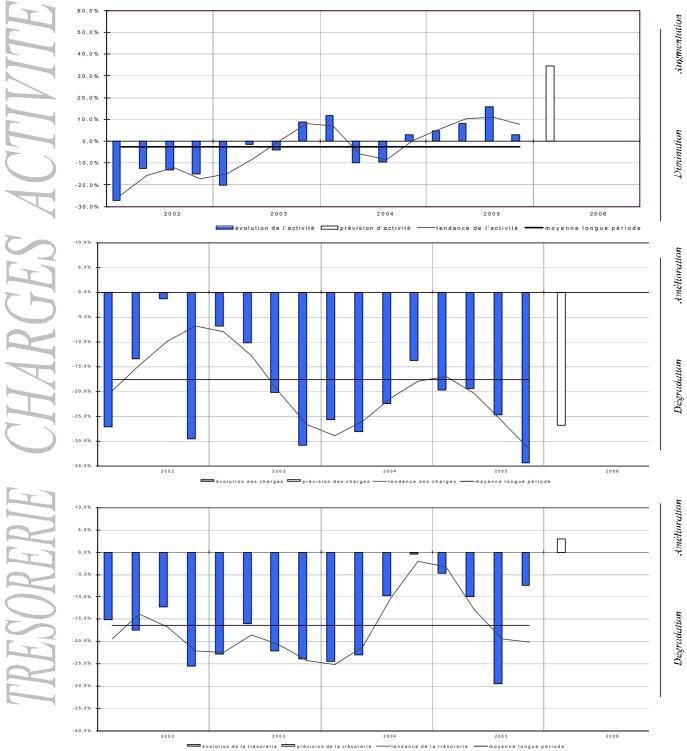
Source : Service des Douanes

# 1-Vue d'ensemble

# 1-1 Les entreprises

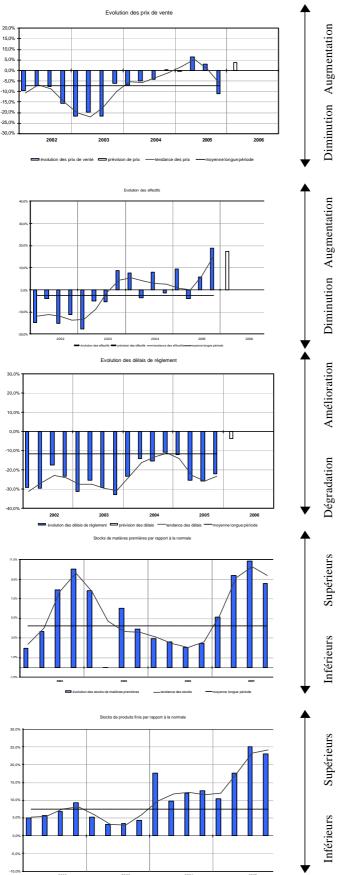
# 1-1-1 Les opinions des dirigeants d'entreprise

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2005<sup>1</sup> (hors mines et métallurgie)



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 209 entreprises (8 348 salariés) pour 156 réponses (7 137 salariés).



Sur le quatrième trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 9 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans cinq secteurs: le BTP, les industries agroalimentaires, les industries diverses, le tourisme et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans quatre secteurs : la mine et métallurgie, l'agriculture, l'ensemble du commerce, et le commerce de détail.

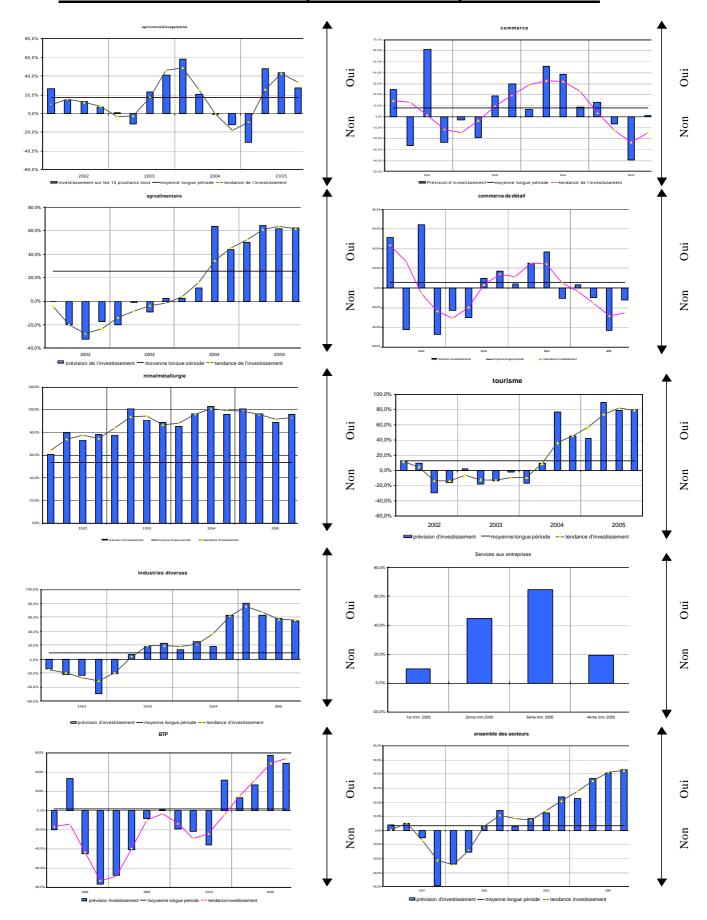
Confirmant les prévisions exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2005.

Une majorité de chefs d'entreprise estime que leurs charges ont continué à s'accroître en liaison avec l'augmentation sensible des effectifs dans les entreprises. La dégradation des situations de trésorerie se serait réduite sur le quatrième trimestre 2005, sous l'effet de délais de règlement légèrement moins longs.

D'autre part, tant les stocks de matières premières que ceux de produits finis, seraient jugés largement supérieurs à la normale.

S'agissant des perspectives pour le prochain trimestre, les dirigeants paraissent optimistes puisqu'ils prévoient un accroissement important de leur activité, des charges d'exploitation légèrement moins dégradées et une amélioration des situations de trésorerie.

# 1-1-2 L'investissements des entreprises sur les 12 prochains mois



# Les biens d'équipement professionnels

# Importations de biens d'équipement

(en millions de F CFP)

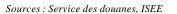
Données CVS — Tendance

# Le financement des investissements

#### Encours bancaires des crédits d'équipement

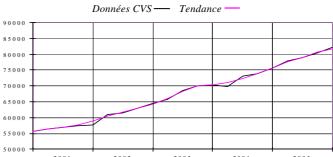
(Sociétés non financières + entreprises individuelles toutes zones en millions de F CFP)





7000

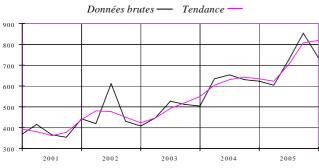
3500 3000 2500



Source: IEOM

# Les investissements spécifiques

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)



Source : Service des Mines

Les indicateurs objectifs témoignent d'une croissance mitigée de l'investissement des entreprises sur le quatrième trimestre 2005. En effet, les importations de biens d'équipement professionnels ont diminué de 10,6 % par rapport au trimestre précédent. De même, les «immatriculations de véhicules utilitaires» ont reculé de 14,1 % sur le quatrième trimestre 2005. Globalement sur l'année l'investissement des entreprises a toutefois été bien orienté (immatriculations + 14,7 %, importations de biens d'équipement + 3 % et encours d'équipement + 8,8 %).

D'autre part, selon les résultats de la dernière enquête de conjoncture de l'IEOM, les chefs d'entreprises de la plupart des secteurs interrogés prévoiraient d'investir sur les douze mois à venir. Seuls les opérateurs du « commerce de détail» n'envisageraient pas d'investir à la date de l'enquête.

	3e trim.2005	4e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)	
NVESTISSEMENT DES ENTREPRISES				I
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	6 984	6 242	- 10,6%	
Encours des crédits d'équipement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	80 202	83 126	+ 3,6%	

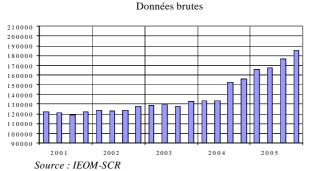
IVESTISSEMENT DES ENTREPRISES			
nportations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	6 984	6 242	- 10,6%
ncours des crédits d'équipement des entreprises (en millions de F CFP)	80 202	83 126	+ 3,6%
outes zones d'émission confondues)			
nmatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)	854	734	- 14,1%
ources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM			•

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
22 437	23 114	+ 3,0%
76 412	83 126	+ 8,8%
2 544	2 917	+ 14,7%

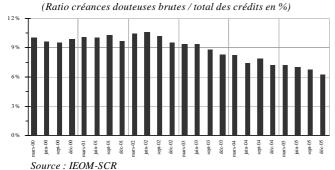
# 1-1-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

#### Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs<sup>1</sup>

(en millions de F CFP)

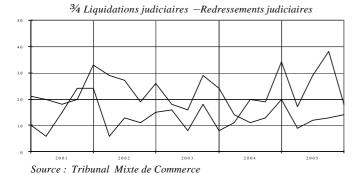


Ensemble des secteurs



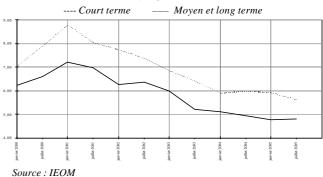
## Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

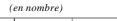


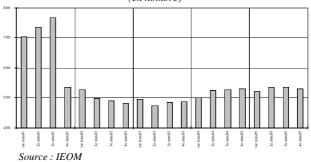
# Coût du crédit aux entreprises

(Taux moyen pondéré, en %)



#### Personnes morales interdites bancaires





<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

# 1-1-3 <u>Les conditions de financement et les</u> indicateurs de vulnérabilité des entreprises

L'encours des crédits bancaires d'après la centralisation des risques de l'IEOM au 31 décembre 2005 a augmenté par rapport à l'encours au 30 septembre 2005 (+ 5,3 % en données brutes).

La part des créances douteuses brutes s'est légèrement réduite de 0,5 point par rapport au trimestre précédent à 6,3 % et de près d'un point par rapport à décembre 2004.

Le nombre de personnes morales touchées par une interdiction bancaire pour émission de chèques sans provision a affiché un léger retrait sur le trimestre (- 0,7 %) et une stabilité sur l'année à 531.

D'autre part, au cours du quatrième trimestre 2005 le nombre de redressements a augmenté par rapport au trimestre précédent alors que les liquidations judiciaires ont diminué. Sur l'année, les redressements judiciaires ont diminué de 17,2 % et les liquidations ont augmenté de 21,4 %.

	3e trim.2005	4e trim.2005	<i>Variations</i> (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Redressements judiciaires (en nombre)	13	14	+ 7,7%	58	48	- 17,2%
Liquidations judiciaires (en nombre)	38	18	- 52,6%	84	102	+ 21,4%
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	sept-05	déc-05	Variation - 0,7%	dec- 04	dec- 05	Variation + 0,2%
Sources : Tribunal Mixte de Commerce, IEOM			-,,,,	.131/	-331.1	,_,_,
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-05	déc-05	Variation	déc-04	déc-05	Variation
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	176 602	185 941	+ 5,3%	156 640	185 941	+ 18,7%
Source : IEOM	•					
INDICATEURS DE VULNERABILITE	sept-05	déc-05	Variation	déc-04	dec-05	Variation
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	6,8%	6,3%	- 0,5 pt	7,2%	6,3%	- 0,9 pt

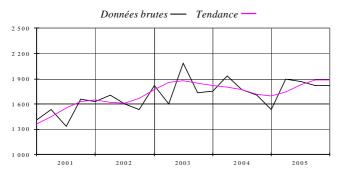
Source : IEOM

# 1-2 Les ménages

# 1-2-1 L'évolution de la consommation des ménages

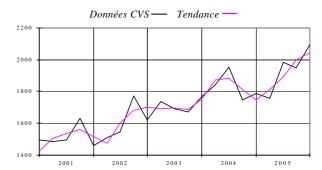
# Immatriculations de voitures particulières

(en nombre)



Source: Service des Mines

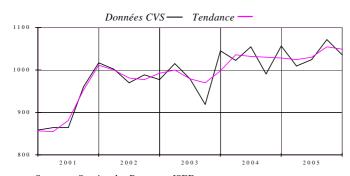
# Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

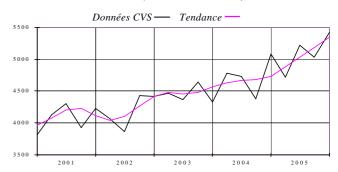
# Importations d'articles d'habillement et chaussures

(en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

# Importations de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Les principaux indicateurs relatifs à la consommation des ménages sont apparus en augmentation sur l'année 2005, même si certains indicateurs ont affiché un retrait ou une stabilité sur le dernier trimestre. Ainsi, les « importations de produits alimentaires, boissons et tabac », « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison », et les « importations d'articles d'habillement et chaussures » ont progressé de respectivement de 7,5 %, 6,8 % et 0,2 % par rapport à l'année 2004. De même, les « immatriculations de voitures particulières » ont augmenté de 6,4 % en données cumulées sur les douze derniers mois. Les encours de crédits de trésorerie des ménages, pour leur part, ont affiché une hausse de 2,2 % en glissement annuel.

	3e trim.2005	4e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)
CONSOMMATION DES MENAGES			
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F			
CFP)	1 919	2 294	+ 19,5%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 823	1.820	- 0,2%

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)	27 005	29 910	+ 2.1%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-05	déc-05	Variation
Importations de produits alimentaires (en millions de F CFP)	4 774	5 946	+ 24,5%
Importations d'articles d'habillement (en millions de F CFP)	989	970	- 1,9%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 823	1 820	- 0,2%
CFP)	1 919	2 294	+ 19,5%
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F			

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004	
7 328	7 830	+ 6,8%	
6 950	7 397	+ 6,4%	
4 134	4 142	+ 0,2%	
19 024	20 442	+ 7,5%	
déc-04	déc-05	Variation	
37 993	38.810	+ 2,2%	

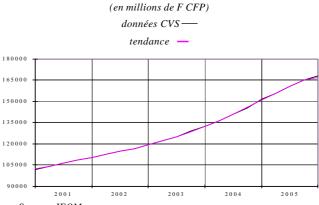
# 1-2-2 L'investissement immobilier des ménages

#### Nombre de logements individuels autorisés et achevés

# (en nombre) Logements autorisés (données brutes) — Logements achevés (données brutes)

Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

#### Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)



Source: IEOM

Sur le dernier trimestre 2005, les indicateurs relatifs à l'investissement immobilier des ménages ont été orientés à la hausse. Le nombre de logements autorisés a augmenté de 15,7 % sur la période. Cette tendance correspond notamment à la relance des projets de construction de logements sociaux.

Sur l'ensemble de l'année 2005, l'investissement des ménages a été soutenu. Ainsi, les logements autorisés ont progressé de respectivement 27,8 % sur l'année et l'encours bancaire de crédits à l'habitat accordés aux ménages par les établissements bancaires progresse de 11,2 % en glissement annuel.

	3e trim.200	5 4e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)
INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES MENAGES			
Logements individuels achevés en Province Sud et en Province Nord (en nombre) Logements individuels autorisés en Province Sud et en Province Nord (en nombre)	24		+ 63,9% + 15,7%
CONDITIONS DE FINANCEMENT  Encours des crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP)	sept-05	déc-05	Variation
(toutes zones d'émission confondues)	163.53	0 170 499	+ 4,3%

sept-05	déc-05	Variation
591	684	+ 15,7%
244	400	+ 63,9%

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	cumuls des années 2005/2004
822	1 013	+ 23,2%
2 551	3 259	+ 27,8%

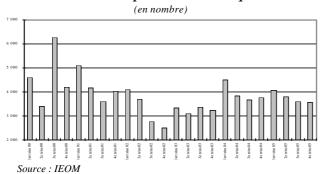
Sources : ISEE, IEOM

1400

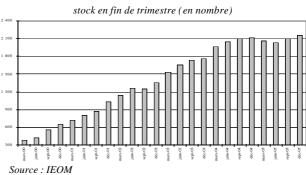
400

# 1-2-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

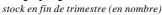
# Incidents de paiement sur chèques

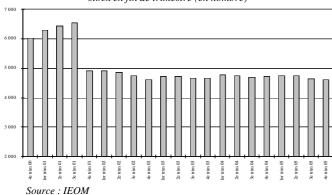


#### Décisions de retraits de cartes bancaires



# Personnes physiques interdites bancaires





Les principaux indicateurs de la vulnérabilité de la trésorerie des ménages ont affiché une amélioration sur le quatrième trimestre 2005 et sur l'année 2005.

3e trim.2005	4e trim.2005	
(1)	(2)	(2) / (1)

Cumul de l'année	Cumul de l'année	Variations des cumuls
2004	2005	des années
		2005/2004

INDICATEURS DE VULNERABILITE			
Décisions de retrait de cartes bancaires (en nombre)	310	251	- 19,0%
Incidents de paiement sur chèques (en nombre)	3 595	3 558	- 1,0%
	sept-05	déc-05	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	4 643	4 601	- 0,9%

1 159	1 092	- 5,8%
15 792	15 016	· ·
déc- 04	déc- 05	Variation
4 725	4 601	- 2.6%

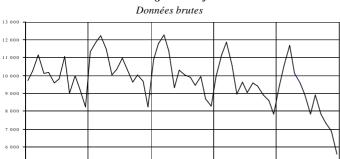
Source : IEOM

# 1-3 Les indicateurs macro-économiques

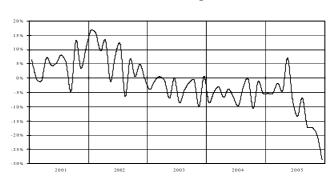
# L'emploi

# Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

#### Demandes enregistrées en fin de mois



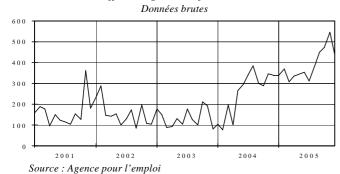
#### Variations mensuelles brutes en glissement annuel



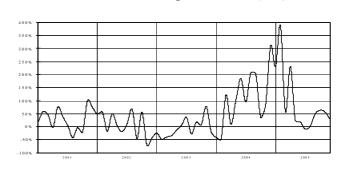
Source : Agence pour l'emploi

## Offres d'emploi en fin de mois (stock)

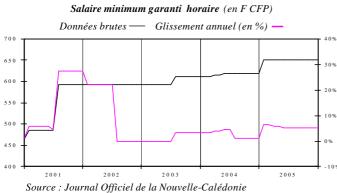
#### Offres enregistrées en fin de mois



Variations mensuelles en glissement annuel (en %)

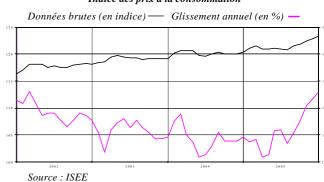


## Les salaires



## Les prix

#### Indice des prix à la consommation

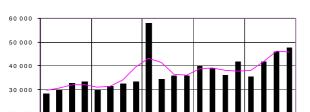


# Le commerce extérieur

#### Importations (en millions de F CFP)

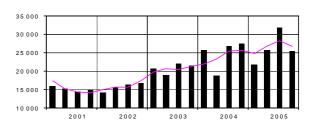
Tendance -

Données brutes ■



Exportations (en millions de F CFP)

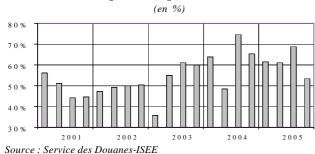




Source : Service des Douanes-ISEE

Source : Service des Douanes-ISEE

# Taux de couverture trimestriel des importations par les exportations

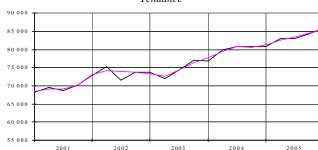


# L'énergie

#### Ventes d'électricité basse tension

(en milliers de kWh) Données CVS—

# Tendance —

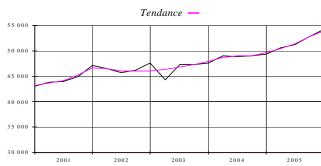


Sources: EEC - ENERCAL

#### Ventes d'électricité moyenne tension

(en milliers de kWh)

Données CVS-



Sources: EEC - ENERCAL

Les prix ont progressé de 1,2 % entre septembre et décembre 2005 et de 2,6 % sur 12 mois.

Les exportations se sont élevées à 25,1 milliards de F CFP sur le quatrième trimestre 2005, en baisse de 20,6 %. Cette diminution s'explique par le recul des exportations de produits métallurgiques (75,1 % de la valeur totale des exportations) de 23,6 % par rapport au trimestre précédent, en raison notamment des conflits sociaux du mois de novembre. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations a reculé de 15,9 points entre le troisième et le quatrième trimestre 2005 pour atteindre 53 %. Les importations en valeur ont progressé sur le quatrième trimestre 2005 (+ 3,2 % par rapport à septembre 2005) pour atteindre 47,5 milliards de F CFP.

Sur l'année la hausse des quantités importées (+ 7,9 %) provient essentiellement des produits minéraux que sont principalement l'essence automobile et le gazole (72,7 % du tonnage importé) dont les volumes ont augmenté de 8 % en 2005. Les importations en valeur augmentent de 8,9 % par rapport à 2004 en liaison avec la forte hausse (+ 42,6 %) du poste « Produits minéraux » dans un contexte de hausse des cours du pétrole. Les exportations sont en hausse de 5,2 % en valeur et en diminution de 10,5 % en volume par rapport à 2004. Le taux de couverture s'établit ainsi à 61 %, soit un recul de 2,1 points par rapport à 2004.

L'Agence pour l'emploi (APE) utilise un nouveau logiciel depuis le début de l'année 2004 pour le traitement statistique de la demande et de l'offre, qui se caractérise par un changement de codification du répertoire des métiers et des emplois (ROME). Les chiffres 2004 et 2005 doivent donc être considérés avec prudence. Le nombre de demandeurs d'emploi est de 5 610 en fin décembre 2005. Les offres d'emploi sont au nombre de 436 en fin décembre 2005.

Nota : Les différences observées entre les valeurs brutes indiquées dans les tableaux et les données graphiques résultent de l'incidence des variations saisonnières.

	Sept.05(1)	dec.05( 2)	Variation (2) /(1)	variation annuelle		
PRIX (Source : ISEE)*						i
Indice des prix à la consommation	121.9	123,4	1,2%	+ 2,6%		
(basse 100 : décembre 1992)	121,9	123,4	1,2%	+ 2,0%		ı
	juin-04	janv.05	juin.05	sept.05	janv.06	1
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)						İ
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	618,59	618,59	650,89	650,89	680,50	
	3e trim.2005	4e trim.2005	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
L'EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
Demandes d'emploi	7 814	5 610	-28,2%	7 842	5 610	-28,5%
Offres d'emploi	447	436	-2,5%	336	436	29,8%
Statistiques de flux (au cours du mois)						
Nouveaux demandeurs d'emplois enregistrés	10 639	9 356	-12,1%	50 260	45 655	-9,2%
Offres d'emplois nouvelles enregistrées	1 245	1 552	24,7%	5 169	5 519	6,8%
Demandes d'emplois sorties	9 546	10 198	6,8%	38 395	35 702	-7,0%
Offres d'emplois sorties	1 378	1 891	37,2%	6 835	6 646	-2,8%
dont placement A.P.E.	nd	nd	ns	n	d nd	ns
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE )						
Importations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	46 000	47 479	3,2%	156 767	170 692	8,9%
En volume (en tonnes)	387 000	376 000	-2,8%	1 394 500	1 504 800	7,9%
Exportations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	31 669	25 147	-20,6%	98 860	104 046	5,2%
En volume (en tonnes)	790 000	1 149 000	45,4%	4 050 000		-10,5%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	68,8%	53,0%	- 15,9 pts	63,1%	61,0%	- 2,1 pts
ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)	457	450	-1,5%	1 663	1 863	12,0%
D'origine hydraulique	64	42	-34,4%	326	347	6,4%
D'origine thermique	393	408	3,8%	1 337	1 516	13,4%
Electricité consommée (en millions de kWh)	447	443	-0,9%	1 848	1 826	-1,2%
Distribution S.L.N.	324	298	-8,0%	1 105	1 281	15,9%
Distribution E.E.C.	92	109	18,5%	370	409	10,5%
Distribution ENERCAL	31	36	16,1%	373	136	-63,5%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)						
Basse tension	78	82	4,5%	321	337	4,8%

<sup>\*</sup> Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

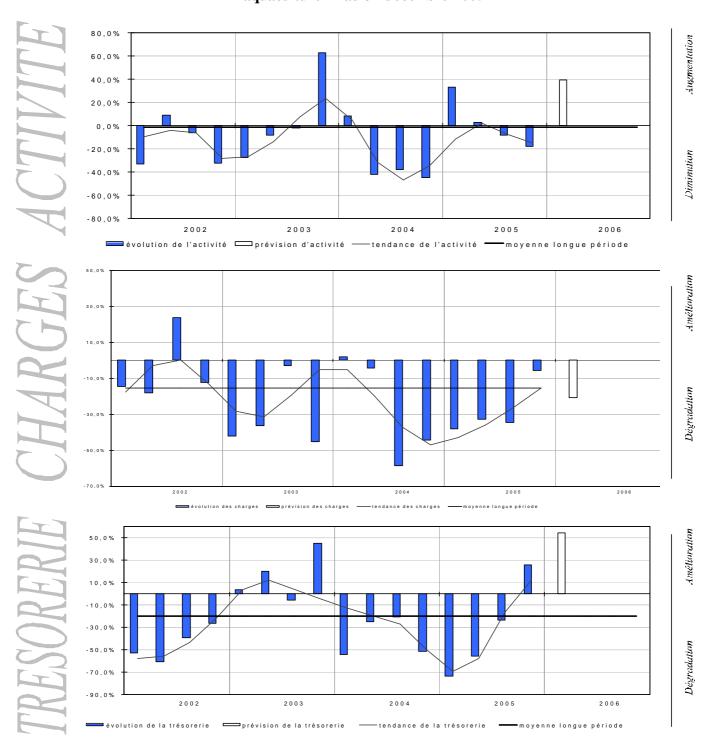
<sup>(</sup>p) Données provisoires pour l'année 2005

nd : non disponible ns : non significatif

# 2-Analyse sectorielle

# 2-1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

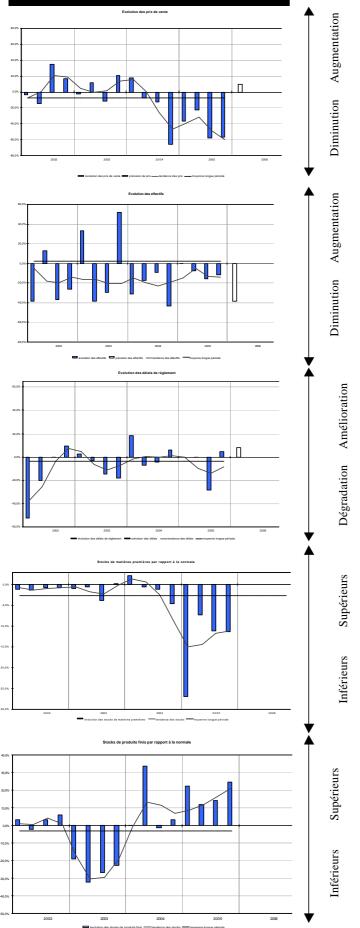
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » $^1$  au 31 décembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 16 entreprises (165 salariés) du secteur « agriculture, éle vage, pêche et aquaculture » pour 12 réponses (146 salariés).

# 2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Contrairement aux prévisions exprimées par les dirigeants du secteur lors de la dernière enquête, l'activité aurait poursuivi sa diminution au cours du quatrième trimestre 2005, en particulier dans le secteur de l'aquaculture en raison de son caractère saisonnier.

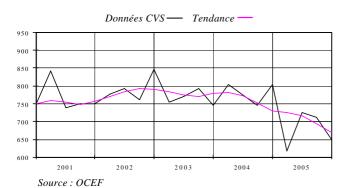
Les charges d'exploitation se seraient dégradées mais à un rythme moins rapide en liaison notamment avec la diminution des effectifs. Dans un contexte d'amélioration des délais de règlement, les situations de trésorerie se seraient améliorées. Globalement, les prix de vente auraient été orientés à la baisse.

D'autre part, les prévisions établies par les professionnels du secteur feraient état d'une reprise de l'activité pour le premier trimestre 2006, notamment dans le secteur de l'aquaculture.

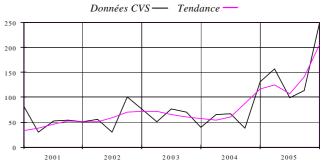
# 2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

# La filière bovine

#### Abattages de viande bovine (en tonnes)



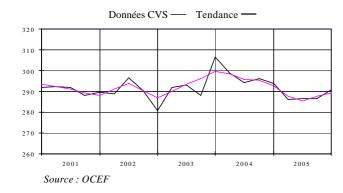
#### Importations de viande bovine (en tonnes)



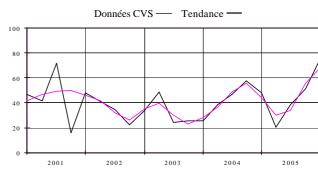
Source : Service des Douanes-Isee

# La filière porcine

#### Abattages de viande porcine (en tonnes)



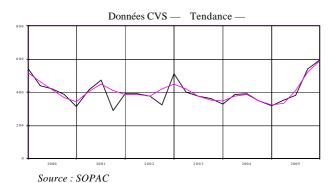
#### Importations de viande porcine (en tonnes)



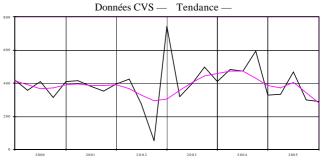
Source : Service des Douanes-Isee

# La filière aquacole

#### Ventes de crevettes (en tonnes) Ventes locales et exportations



#### Production de crevettes (en tonnes)



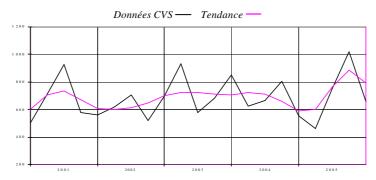
Source: SOPAC

La quantité d'importations de viande bovine augmente de 135,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2005, compensant le recul des abattages de bovins de 22,0 % sur la même période. En parallèle, les importations de viande porcine progressent de 102,4 % en volume sur le quatrième trimestre 2005, alors que les abattages en volume demeurent à leur niveau du trimestre dernier (- 0,3 %). D'autre part, la production de crevettes s'est fortement réduite entre le troisième et le quatrième trimestre 2005 (- 37,0 %) en raison de la saisonnalité de l'activité. Les ventes de crevettes pour leur part, ont augmenté de 43,8 % par rapport au trimestre précédent.

# 2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

# La filière pêche

# Exportations de poissons, crustacés et mollusques (en tonnes)



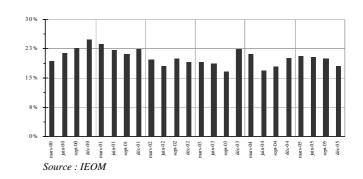
Source : Service des Douanes-Isee

#### Secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »<sup>1</sup> (encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

Secteur « Agriculture, pêche, élevage et aquaculture » (Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)







## ELEVAGE (Sources: ISEE - OCEF)  Abattages contrôlés (en tonnes)  Viande bovine  Viande porcine  Importations de viandes  Viande bovine  en tonnes  en millions de F CFP  123  AQUACULTURE (Source: SOPAC)  Production de crevettes (en tonnes)  Ventes de crevettes (en tonnes)  PECHE (Source: Service des Douanes-ISEE)  Exportations de F CFP  1 163  en millions de F CFP  1 165  CONDITIONS DE FINANCEMENT	(2)	(2)/(1)
Abattages contrôlés (en tonnes)   796     Viande bovine   796     Viande porcine   298     Importations de viandes     Viande bovine   93     en tonnes   93     en millions de F CFP   123     Viande porcine   41     en tonnes   41     en millions de F CFP   13    AQUACULTURE (Source : SOPAC)     Production de crevettes (en tonnes)   127     Ventes de crevettes (en tonnes)   479     PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)     Exportations de poissons, crustacés et mollusques     en tonnes   1   163     en millions de F CFP   1   1067     CONDITIONS DE FINANCEMENT   sept-05		
Viande bovine         796           Viande porcine         298           Importations de viandes         93           Viande bovine         93           .en tonnes         93           .en millions de F CFP         123           Viande porcine         41           .en millions de F CFP         13           AQUACULTURE (Source : SOPAC)         Production de crevettes (en tonnes)           Production de crevettes (en tonnes)         127           Ventes de crevettes (en tonnes)         479           PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)         Exportations de poissons, crustacés et mollusques           .en tonnes         1 163           .en millions de F CFP         1 067           CONDITIONS DE FINANCEMENT         sept-05		
Viande porcine         298           Importations de viandes         298           Viande bovine         93           . en tonnes         93           . en millions de F CFP         123           Viande porcine         41           . en millions de F CFP         13           AQUACULTURE (Source : SOPAC)         Production de crevettes (en tonnes)           Production de crevettes (en tonnes)         127           Ventes de crevettes (en tonnes)         479           PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)         Exportations de poissons, crustacés et mollusques           . en tonnes         1 163           . en millions de F CFP         1 067           CONDITIONS DE FINANCEMENT         sept-05		
Importations de viandes	796 621	
Viande bovine . en tonnes . en millions de F CFP 123  Viande porcine . en tonnes . en millions de F CFP 13  AQUACULTURE (Source : SOPAC) Production de crevettes (en tonnes) 27  Ventes de crevettes (en tonnes) 479  PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE) Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes . en millions de F CFP 1 163  CONDITIONS DE FINANCEMENT sept-05	298 297	297 - 0,3%
. en tonnes 93 . en millions de F CFP 123 Viande porcine 41 . en tonnes 41 . en millions de F CFP 13  AQUACULTURE (Source : SOPAC) Production de crevettes (en tonnes) 127 Ventes de crevettes (en tonnes) 479 PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE) Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes 1163 . en millions de F CFP 1 1067  CONDITIONS DE FINANCEMENT sept-05		
. en millions de F CFP  Viande porcine . en tonnes . en tonnes . en millions de F CFP  AQUACULTURE (Source : SOPAC)  Production de crevettes (en tonnes)  Ventes de crevettes (en tonnes)  PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)  Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes . en millions de F CFP  CONDITIONS DE FINANCEMENT		
Viande porcine	93 219	219 + 135,5%
. en tonnes . en millions de F CFP  AQUACULTURE (Source : SOPAC) Production de crevettes (en tonnes) 127 Ventes de crevettes (en tonnes) 479 PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE) Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes . en millions de F CFP  CONDITIONS DE FINANCEMENT  sept-05	123 148	148 + 20,3%
. en millions de F CFP  AQUACULTURE (Source : SOPAC) Production de crevettes (en tonnes) Ventes de crevettes (en tonnes)  Yentes de crevettes (en tonnes)  PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)  Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes 1 163 . en millions de F CFP 1 067  CONDITIONS DE FINANCEMENT  sept-05		
AQUACULTURE (Source : SOPAC)  Production de crevettes (en tonnes)  Ventes de crevettes (en tonnes)  PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)  Exportations de poissons, crustacés et mollusques  . en tonnes  . en millions de F CFP  1 163  CONDITIONS DE FINANCEMENT  sept-05	41 83	
127   Ventes de crevettes (en tonnes)   127   Ventes de crevettes (en tonnes)   479   PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)	13 23	23 + 76,9%
Ventes de crevettes (en tonnes)  PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)  Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes 1163 . en millions de F CFP 1067  CONDITIONS DE FINANCEMENT		
PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)  Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes . en millions de F CFP . 1 067  CONDITIONS DE FINANCEMENT . sept-05	127 80	80 - 37,0%
Exportations de poissons, crustacés et mollusques . en tonnes . en millions de F CFP . 1 163  CONDITIONS DE FINANCEMENT . sept-05	479 689	689 + 43,8%
. en tonnes 1 163 . en millions de F CFP 1 1067  CONDITIONS DE FINANCEMENT sept-05		
. en millions de F CFP 1 067  CONDITIONS DE FINANCEMENT sept-05		
CONDITIONS DE FINANCEMENT	1 163 415	
sept-05	1 067 254	254 - 76,2%
sept-05		
l · · l	05 déc-05	-05 Variation
Encours bancaires des crédits du secteur 8 833		8 438 - 6,3%

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004

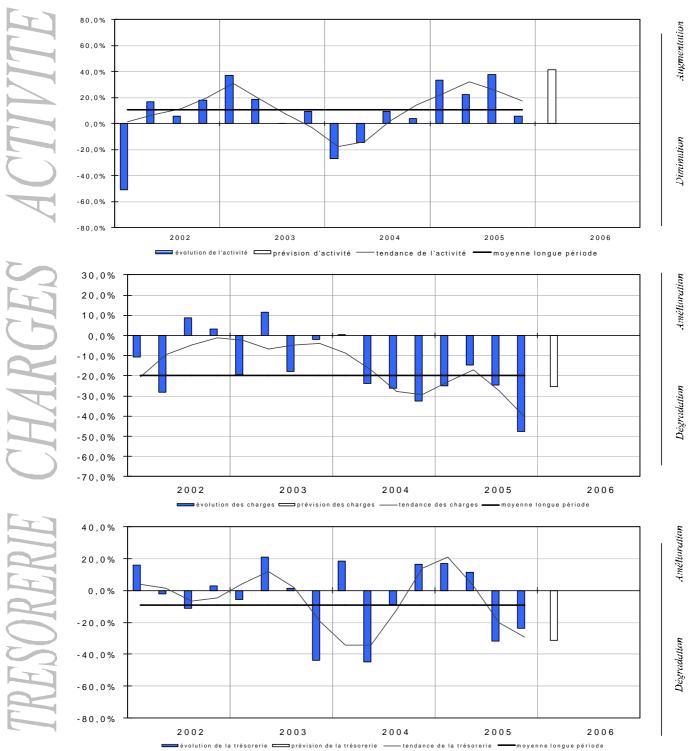
3 120	2 628	- 15,8%
1 183	1 150	- 2,8%
296	610	ns
225	346	+ 53,8%
187	183	- 2,1%
46	58	+ 26,1%
1 890	1 573	- 16,8%
1 434	1 887	+ 31,6%
2 721	2 943	+ 8,1%
2 721 2 848		+ 8,1% + 3,3%
	2 943	
	2 943	
	2 943	

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

# 2-2 Industries agro-alimentaires

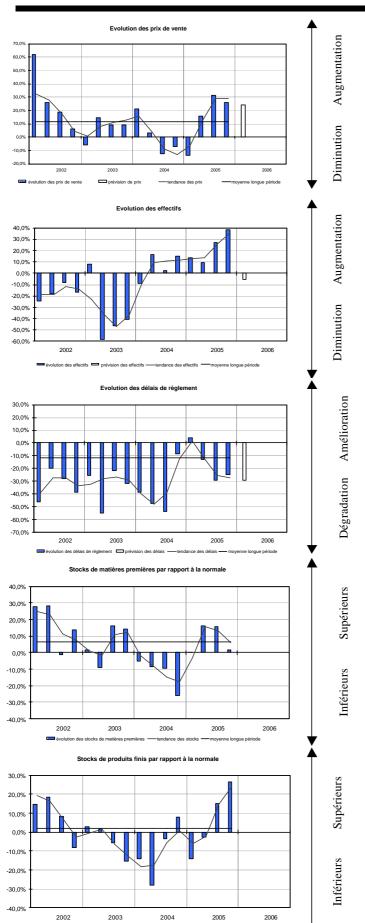
# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries « Agro-alimentaires » au 31 décembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 13 entreprises (557 salariés) du secteur agro-alimentaire pour 10 réponses (458 salariés).

# 2.2-Industries agro-alimentaires



Conformément aux prévisions formulées par les dirigeants du secteur agro-alimentaire lors du trimestre précédent, l'activité du secteur aurait poursuivi son augmentation au cours du dernier trimestre 2005.

Face à la hausse de l'activité et des effectifs, les charges d'exploitation se seraient alourdies au cours du dernier trimestre 2005. D'autre part, les situations de trésorerie se seraient détériorées, dans un contexte d'allongement des délais de règlement de la clientèle. Enfin, les prix de vente auraient été en forte hausse, comme au trimestre précédent.

Les stocks de matières premières seraient jugés équilibrés, alors que les stocks de produits finis seraient jugés largement supérieurs à la normale sur le quatrième trimestre 2005.

Concernant les perspectives pour le premier trimestre 2006, les chefs d'entreprises du secteur prévoiraient une hausse de l'activité.

# 2.2-Industries agro-alimentaires

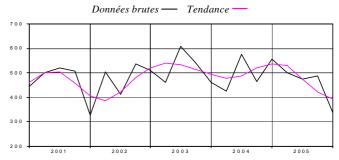
## Importations de céréales (en tonnes)

(y compris alimentation animale)

# Données Brutes — Tendance 12 000 8 000 4 000 2 000 2001 2002 2003 2004 2005

# Sources : Services des Douanes, ISEE

# Importations de lait en poudre (en tonnes)



 $Sources: Services\ des\ Douanes,\ ISEE$ 

3e trim.2005	4e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
--------------	---------------------	-------------------------

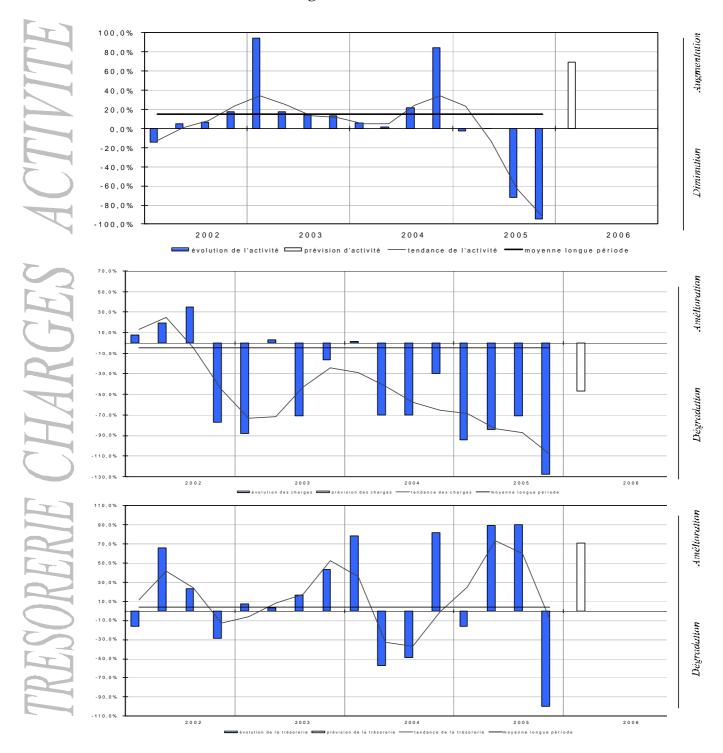
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES			
Céréales (en tonnes)	7 435	8 961	+ 20,5%
Lait en poudre (en tonnes)	489	338	- 30,9%

Cumul de l'anné 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
26 68	30 155	+ 13,0%
2 02	1 804	- 10,9%

Sources : Service des Douanes, ISEE

# 2-3 Industries minières et métallurgiques

# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie $^1$ au 31 décembre 2005

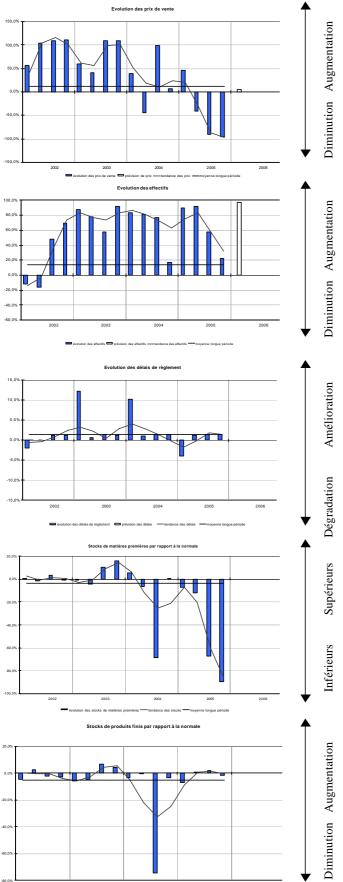


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

- 25

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises (2 997 salariés) des « mines et de la métallurgie » pour 6 réponses (2 442 salariés).

# 2.3-Industries minières et métallurgiques



Selon une majorité des professionnels du secteur, l'activité au cours du quatrième trimestre 2005 se serait à nouveau dégradée. Ce constat s'explique notamment par la baisse de la production de minerais de nickel (-9,3 %), la diminution de la production du métal (-28,4 %) ainsi que le recul des exportations de métal sur le trimestre considéré (-29,4 %). Ces évolutions sont liées aux conflits sociaux qui ont perturbé l'activité des sites miniers et du site de production de la SLN

Les charges d'exploitation auraient continué à s'alourdir dans un contexte de hausse modérée des effectifs. D'autre part, les prix de vente auraient poursuivi leur orientation à la baisse entraînant de ce fait une nette dégradation des situations de trésorerie.

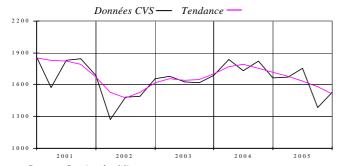
Selon les chefs d'entreprises interrogés, les stocks de matières premières auraient été jugés largement inférieurs à la normale au cours du quatrième trimestre 2005.

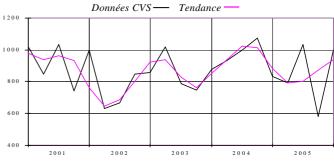
Concernant les perspectives, une majorité des dirigeants du secteur prévoirait une amélioration de l'activité sur le premier trimestre 2006.

# 2.3-Industries minières et métallurgiques

#### Production de produits miniers (en milliers de tonnes)

#### Exportations de produits miniers (en milliers de tonnes)



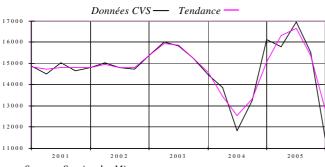


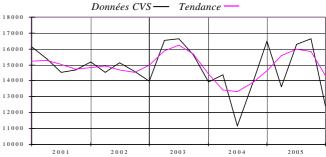
Source: Service des Mines

Source: Service des Mines

#### Production de produits métallurgiques (en tonnes)

## Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)





Source : Service des Mines

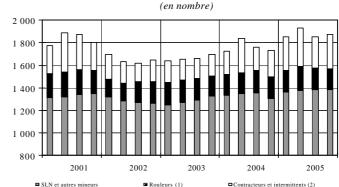
Source : Service des Mines

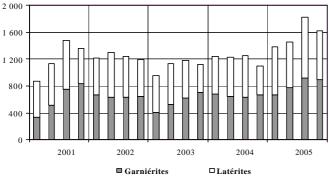
Source : Service des Mines

# Stock de minerai en bord de mer

# Emploi sur mines







Source: Service des Mines

Au cours du quatrième trimestre 2005, le marché mondial du nickel est resté tendu dans un contexte d'offre mondiale déficitaire. Les réserves officielles au London Metal Exchange (LME) étaient de 28 110 tonnes le 16 décembre 2005. Le déficit était estimé à 15 000 tonnes. La consommation chinoise de nickel est restée vigoureuse, elle s'établirait à 160 000 tonnes en 2005 soit + 14 % par rapport à 2004 contre + 16 % entre 2003 et 2004. Sur le quatrième trimestre 2005 les cours du nickel au LME ont reculé de 13,7 % par rapport au troisième trimestre 2005 mais le cours moyen de l'année est 7 % plus élevé qu'en 2004. L'entrée en production de Voisey's Bay au Canada devrait avoir lieu au second semestre 2006. Par ailleurs, selon les analystes, le premier semestre devrait être marqué par des prix élevés et volatiles en raison de l'insuffisance de capacité de production.

En Nouvelle-Calédonie, les travaux de construction de l'usine du Sud se poursuivent. Un montant de 42 milliards de F CFP aurait été engagé localement depuis le début des travaux dont 23 milliards attribués à des entreprises calédoniennes pour des achats de fournitures ou des marchés de travaux et services. Les travaux actuellement en cours concernent le terrassement, l'abaissement du col de l'antenne et la construction du port qui comprendra deux quais. Le premier quai devrait être livré au premier semestre 2006. Par ailleurs, plus de 1200 Calédoniens ont bénéficié de formations aux métiers spécifiques liés à Goro Nickel, pour un budget total de 700 millions de FCFP. Début novembre 2005, près de 1 000 personnes travaillaient sur le site, dont plus de 850 calédoniens.

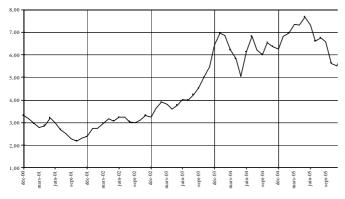
En ce qui concerne l'usine du Nord, la SAS Koniambo dont la Société minière du sud Pacifique (SMSP) et Falconbridge sont partenaires, a signé un contrat de 250 millions de dollars US soit environ 25 milliards de FCFP avec les sociétés d'ingénierie Technip et Hatch. Ce contrat comporte le creusement d'un chenal, l'aménagement d'un warf, les terrassements, une desserte routière, la construction d'une usine de concassage, un convoyeur d'une douzaine de kilomètres. Le démarrage de la construction de l'usine est prévu pour début 2008. De plus, l'échéance de la réalisation de l'offre publique d'achat amicale du leader canadien du nickel Inco sur son concurrent national Falconbridge a été repoussée au 12 juillet 2006.

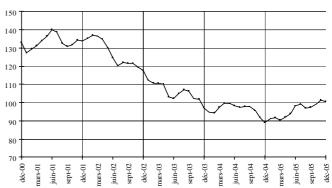
# 2.3-Industries minières et métallurgiques

## Prix du minerai de nickel au LME en moyenne mensuelle (En USD la livre)









Source : Service des Mines

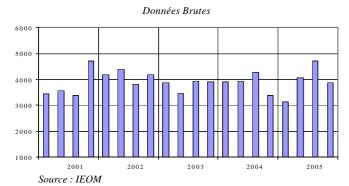
# Secteur « Mines et métallurgie » 1

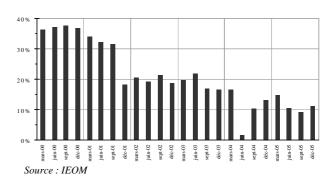
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

Source : Service des Mines

## Secteur « Mines et métallurgie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)





3e trim.2005	4e trim.2005	Variation (2)/(1)
--------------	--------------	-------------------

Prix moyen 2004	Prix moyen 2005	Variation 2005/2004

Prix du minerai de nickel (Source : Service des Mines)			
T I M ( IF )			12.70/
London Metal Exchange (cours moyen en USD la livre au comptant)	6,65	5,74	- 13,7%

6,27	6,72	7,1%

	3e trim.2005 (1)	4e trim.2005 (2)	(2)/(1)
MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)			
Production: en milliers de tonnes humides (1)	1 693	1 535	- 9,3%
Exportations: en milliers de tonnes humides (2)	719	1 103	+ 53,4%
Part de la production exportée (2)/(1)	42,5%	71,9%	+ 29,4 pts
Valeur FAB des exportations (p) (en millions de F CFP)	3 969	4 666	+ 17,6%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	5 520	4 230	- 23,4%
METALLURGIE (Source : Service des Mines)			
Production (en tonnes de nickel contenu)	16 287	11 664	- 28,4%
Mattes	4 204	3 360	- 20,1%
Ferronickels	12 083	8 304	- 31,3%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	17 959	12 685	- 29,4%
Mattes	3 956	3 655	- 7,6%
Ferronickels	14 003	9 030	- 35,5%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	24 224	18 497	- 23,6%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-05	déc-05	Variation
Encours des crédits du secteur (en millions de F CFP)	4 72		- 17,9%
Sources - Service des Mines ISEE IEOM	•		-

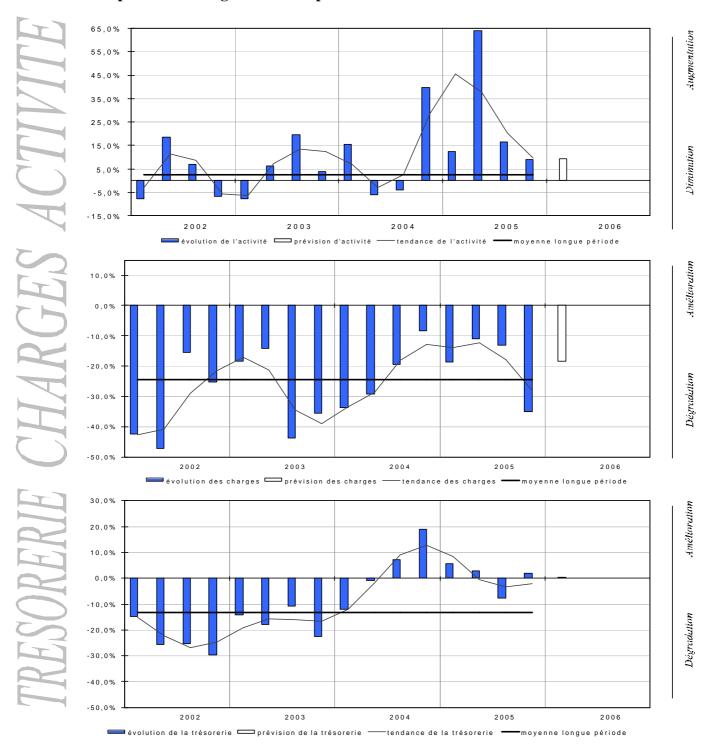
2004	2005	des années 2005/2004
7 033	6 455	- 8,2%
3 840	3 394	- 11,6%
54,6%	52,6%	- 2,3 pts
15 793	15 911	+ 0,7%
16 457	19 134	+ 16,3%
55 180	59 576	+ 8,0%
12 164	12 838	+ 5,5%
43 016	46 738	+ 8,7%
56 113	58 835	+ 4,9%
12 724	12 606	- 0,9%
43 389	46 229	+ 6,5%
74 157	78 221	+ 5,5%
déc- 04	déc- 05	Variation
3 396	3 879	+ 14,2%

Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

# 2-4 Industries diverses

# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Industries diverses » $^1$ au 31 décembre 2005

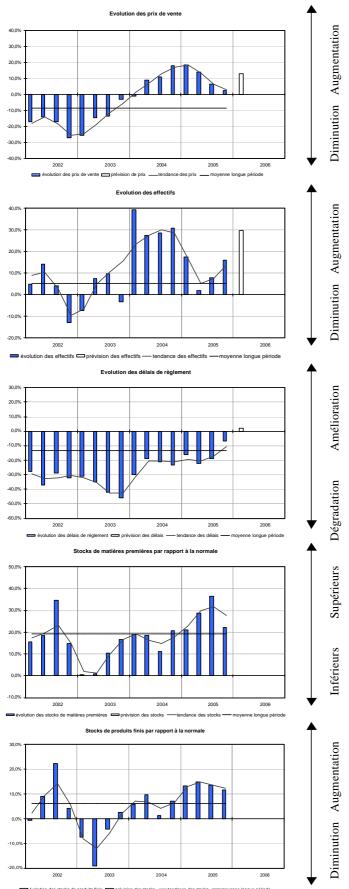


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

- 29

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises (1 027 salariés) du secteur industriel (hors industrie agroalimentaire, industrie minière et métallurgique) pour 27 réponses (940 salariés). Les entreprises représentées sont répertoriées selon les codes NAF suivants : « 17 Industrie textile », « 19 Industrie du cuir et de la chaussure », « 22 Edition, imprimerie, reproduction », « 24 Industrie chimique », « 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques », « 26 fabrication d'autres produits minéraux non métalliques », « 273 E Profilage », « 36 Fabrication de meubles », « 451 D Forages et sondages », « 452 T Levage, montage », « 453 A Travaux d'installation électrique », « 454 D Menuiserie métallique », « 454 J Peinture ».

# 2.4-Industries diverses



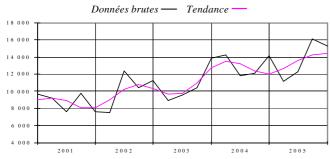
Conformément aux prévisions formulées par les chefs d'entreprises du secteur lors de la précédente enquête, l'activité au cours du quatrième trimestre 2005 aurait poursuivi son augmentation.

Dans un contexte de hausse des effectifs et de l'activité, les charges d'exploitation se seraient fortement dégradées. D'autre part, les situations de trésorerie s'amélioreraient légèrement, grâce à une hausse des prix de vente et des délais de règlement moins longs.

Concernant le premier trimestre 2006, les dirigeants du secteur prévoiraient une nouvelle hausse de l'activité.

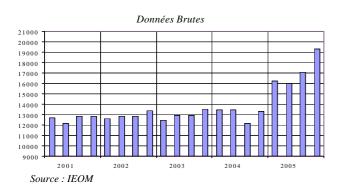
# 2.4-Industries diverses

# Importations de métaux (en tonnes)

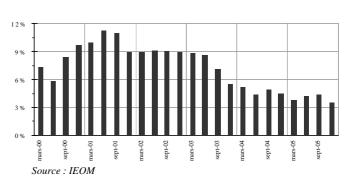


Sources: Service des douanes, ISEE

**Secteur « Industries diverses »** <sup>1</sup> (hors mines et métallurgie) (encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



Secteur « Industries diverses » (Hors mines) (Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



	3e trim.2005	4e trim.2005	<i>Variation</i> (2)/(1)
INDUSTRIES DIVERSES			
Importations de métaux (en millions de F CFP)	2 375	2 514	+ 5,8%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-05	déc-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur ( en millions de F CFP)	17 112	19 296	+ 12,8%

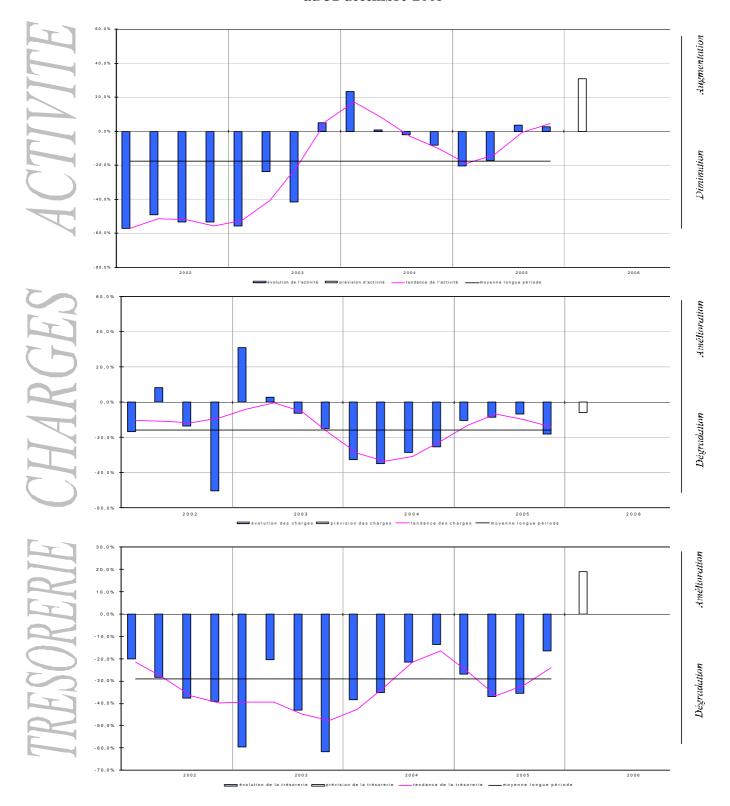
Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variation des cumuls des années 2005/2004
7 137	8 480	+ 18,8%
déc-04	déc-05	Variation
13 362	19 296	+ 44,4%

Sources: Service des Douanes, IEOM

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

# 2-5 Bâtiment et Travaux publics

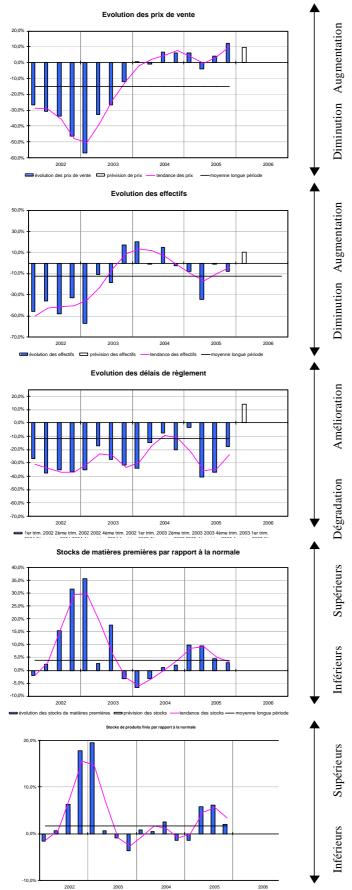
# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics » au 31 décembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 48 entreprises (2 221 salariés) du secteur du BTP pour 31 réponses (1 664 salariés).

# ■ 2.5-<u>Bâtiment et travaux publics</u>



L'activité aurait continué de s'améliorer au cours du quatrième trimestre 2005.

Les charges d'exploitation se seraient nettement dégradées en dépit d'une diminution des effectifs. Dans un contexte de délais de règlement moins dégradés, les situations de trésorerie seraient moins tendues. Les prix de vente, pour leur part, seraient jugés à la hausse.

Concernant le premier trimestre 2006, les prévisions d'activité formulées par les dirigeants du secteur sont très optimistes.

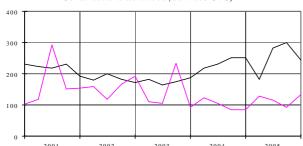
# 2.5-Bâtiment et travaux publics

#### Nombre de constructions à usage d'habitation

(en nombre)

Constructions autorisées (données CVS) —

Constructions achevées (données CVS) —



Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

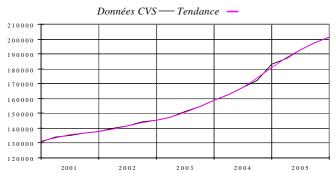
#### Index B.T. 21



Source : ISEE

#### Encours bancaires des crédits à l'habitat

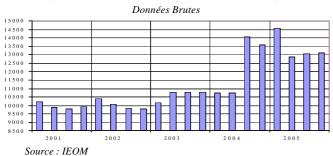
(toutes zones en millions de F CFP)



Source : IEOM

# Secteur « Bâtiment et travaux publics » <sup>2</sup>

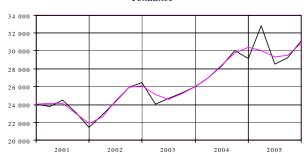
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



Ventes de ciment

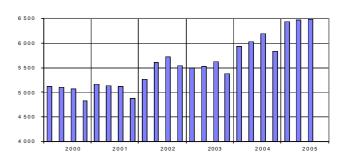
(en tonnes)

Données CVS — Tendance —



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie) anciennement « Ciments de Numbo »

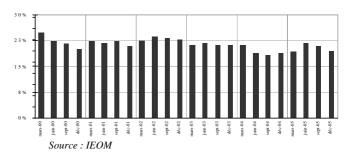
# Effectifs du BTP<sup>1</sup> (en nombre)



Source: Direction du Travail

# Secteur « Bâtiment et travaux publics »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Le chiffre du quatrième trimestre 2005 n'est pas encore disponible.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

#### ■ 2.5-Bâtiment et travaux publics

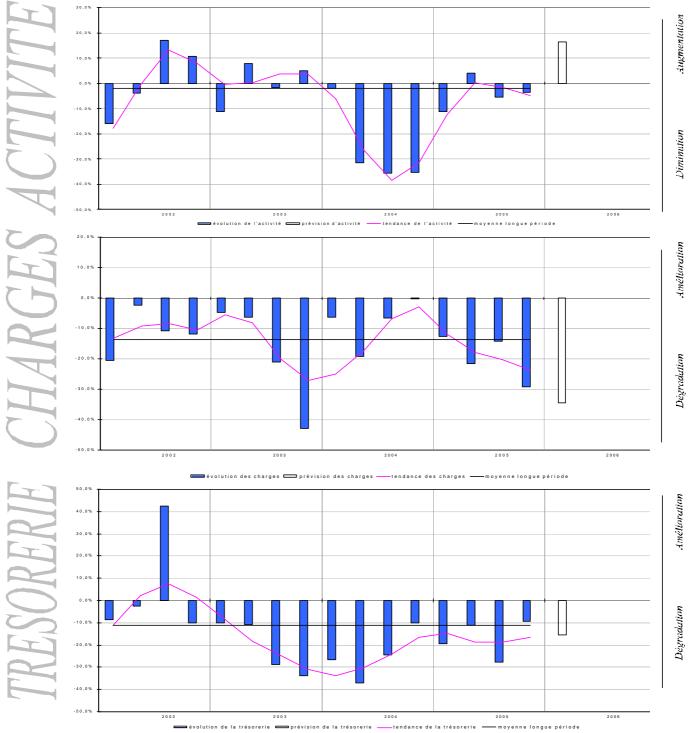
	3e trim.2005	4e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	6 490	nd	nd	////////	////////	////////
MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Constructions à usage d'habitation autorisées en Province Sud et en Province Nord (en nombre)	296	244	- 17,6%	949	998	+ 5,2%
Constructions à usage d'habitation achevées en Province Sud et en Province Nord(en nombre)	107	124	+ 15,9%	395	466	+ 18,0%
Ventes de ciment (en tonnes)	31 150	30 282	- 2,8%	114 761	119 302	+ 4,0%
Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes):						
. Ciment	87	97	+ 11,5%	526	3 815	ns
. Clinker	13 628	26	- 99,8%	97 450	63 455	- 34,9%
CONDITIONS DE FINANCEMENT (Source : IEOM)	sept-05	déc-05	Variations	déc- 04	déc- 05	Variations
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	13 053	13 128	+ 0,6%	13 572	13 128	- 3,3%
Encours global des crédits à l'habitat (en millions de F CFP) (tous agents confondus)	196 408	203 629	+ 3,7%	184 979	203 629	+ 10,1%

Sources : ISEE, IEOM

Hormis, le recul des ventes de ciment, les indicateurs du BTP ont été orientés à la hausse en fin d'année. En effet, même si le nombre de construction à usage d'habitation autorisées affiche un recul au quatrième trimestre, il correspond néanmoins à une hausse de 15,7 % du nombre de logements (P.13).

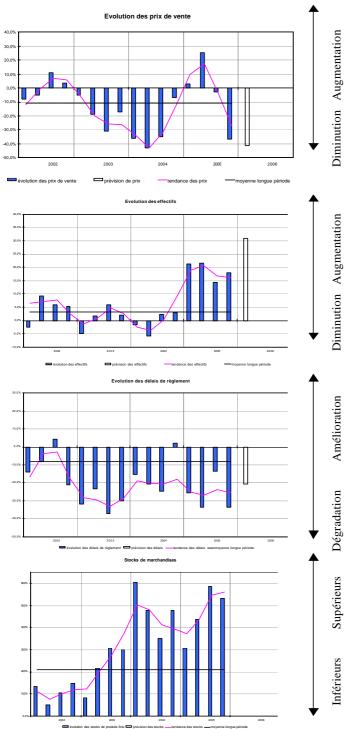
#### 2-6 Commerce

# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce » au 31 décembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 56 entreprises (2 257 salariés) du secteur du commerce pour 47 réponses (2 115 salariés). Cet échantillon comprend un sous échantillon du commerce de détail (cf rubrique 2.6.1).

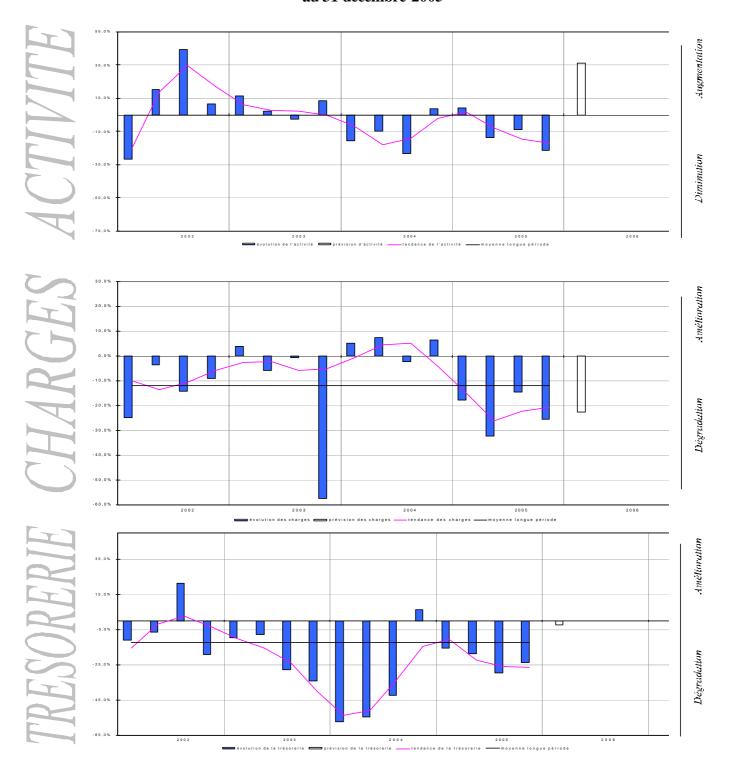


Contrairement aux anticipations formulées par les professionnels du secteur au trimestre précédent, l'activité se serait détériorée au cours du quatrième trimestre 2005. En liaison avec une hausse des effectifs, les charges se seraient dégradées. Parallèlement, les situations de trésorerie se seraient moins dégradées qu'au trimestre précédent alors que l'allongement des délais de règlement s'et accentué et que les prix de vente ont été orientés à la baisse.

Concernant le premier trimestre 2006, les commerçants sont optimistes et prévoient un courant d'affaires en nette amélioration notamment en relation avec la rentrée scolaire.

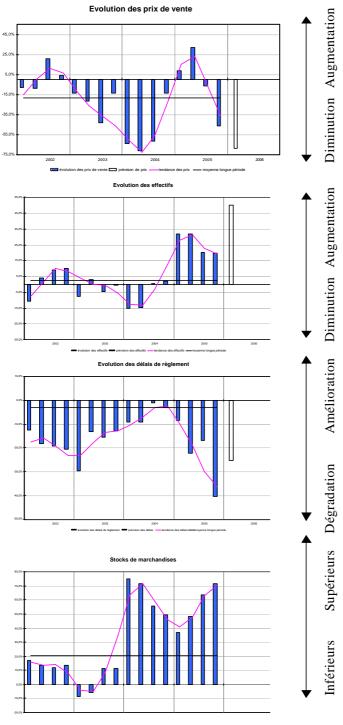
#### 2-6.1.Commerce de détail

# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce de détail » $^1$ au 31 décembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 42 entreprises (1 775 salariés) du secteur du commerce de détail (y compris les concessionnaires automobiles) pour 34 réponses (1 680 salariés).



Le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises commerciales de détail fait état d'une poursuite de la baisse d'activité au quatrième trimestre 2005. Les chefs d'entreprises interrogés n'auraient pas réalisé le chiffre d'affaires escompté en raison notamment des conflits sociaux qui ont perturbé l'activité en fin d'année.

Sous l'effet d'une hausse des effectifs, les charges d'exploitation se seraient encore dégradées. Par ailleurs, l'allongement sensible des délais de règlement aurait pesé sur les situations de trésorerie qui se seraient détériorées. Globalement, les prix de vente auraient été orientés à la baisse.

Pour le premier trimestre 2006, les entrepreneurs du secteur prévoiraient une reprise de l'activité avec notamment la rentrée scolaire et la période des soldes.

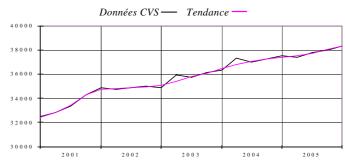
#### 2.6.1-Commerce de détail

#### Importations de textile (en tonnes)

# Données brutes — Tendance —

Sources : Service des Douanes, ISEE

# Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)



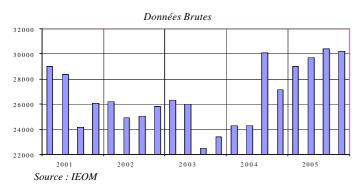
Source: IEOM

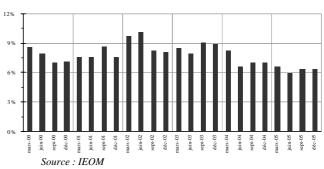
#### Secteur « Commerce »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

#### Secteur « Commerce »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)





3e trim.2005	4e trim.2005	Variation (2) / (1)
--------------	--------------	---------------------

COMMERCE			
importations de textiles (en tonnes)	229	263	+ 14,8%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-05	déc-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	30 411	30 204	- 0,7%

		Variation des
Cumul de l'année	Cumul de l'année	cumuls
2004	2005	des années
		2005 /2004

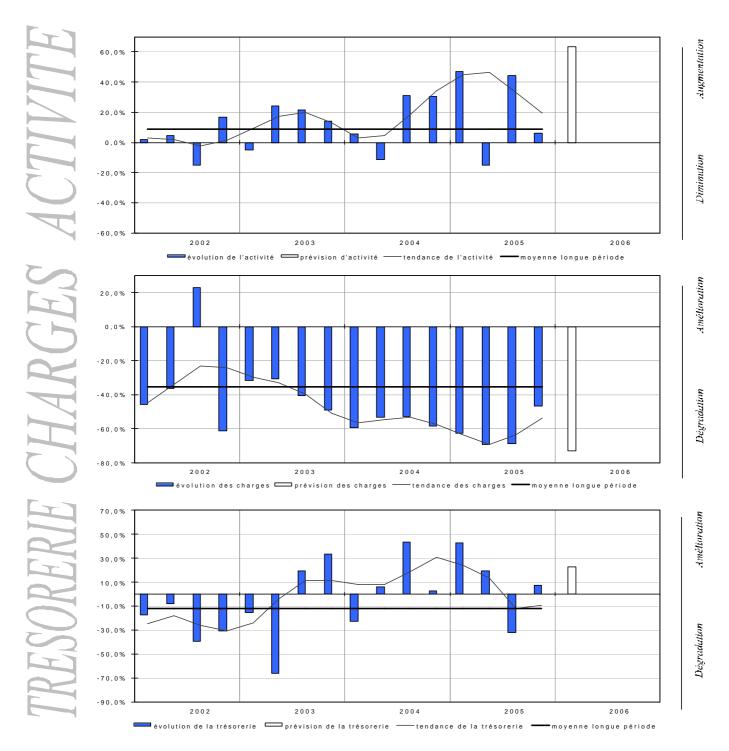
779	954	+ 22,5%
déc- 04	déc- 05	Variation
27 189	30 204	+ 11,1%

Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

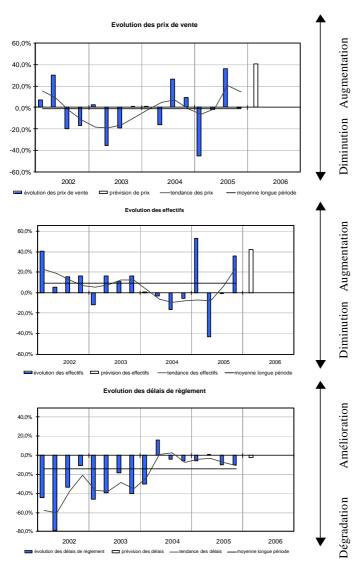
#### 2-7 Hôtellerie - Tourisme

# Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme $^1$ au 31 décembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises (1 383 salariés) du secteur de l'hôtellerie et du tourisme pour 19 réponses (1 257 salariés).



Selon l'opinion des professionnels du secteur interrogés, l'activité aurait poursuivi son amélioration au cours du quatrième trimestre 2005.

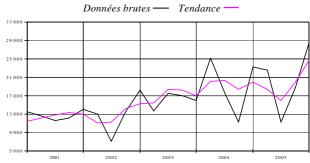
Dans un contexte de hausse des effectifs, les charges d'exploitation auraient continué à s'alourdir. Enfin, les situations de trésorerie se seraient légèrement améliorées dans un contexte de délais de règlement jugés corrects (à l'intérieur de la moyenne longue période). Globalement les prix auraient été stables au quatrième trimestre 2005.

Concernant les prévisions formulées par les dirigeants du secteur, l'activité devrait connaître un essor important au cours du premier trimestre 2006.

#### Taux d'occupation des chambres

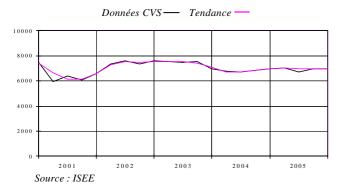
# Moyenne trimestrielle - données brutes 80,0% 75,0% 70,0% 65,0% 60,0% 50,0% 45,0% 40,0% 2001 2002 2003 2004 2005 Source: ISEE

#### Nombre de croisiéristes

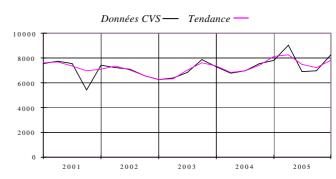


Source : ISEE

#### Nombre de touristes français

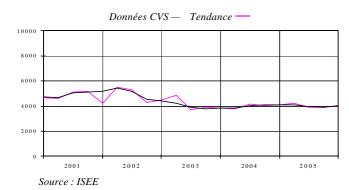


#### Nombre de touristes japonais

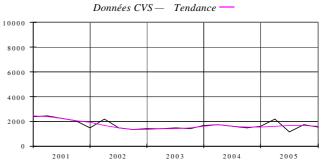


Source : ISEE

#### Nombre de touristes australiens

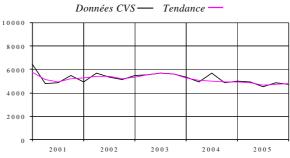


#### Nombre de touristes néo-zélandais



Source: ISEE

#### Nombre de touristes divers



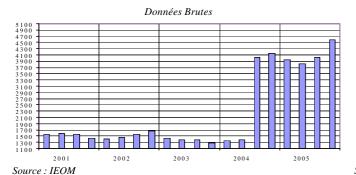
Source : ISEE

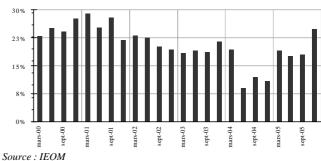
Secteur « Hôtellerie » 1

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

#### Secteur « Hôtellerie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)





3e trim.2005	4e trim.2005	Variations
(1)	(2)	(2)/(1)

		Variations des
Cumul de l'année	Cumul de l'année	cumuls
2004	2005	des années
		2005/2004

TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES			
(Source : Syndicat des hôteliers)			
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	62,1	75,2	13,1
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)			
Tourisme de séjour			
Nombre de touristes	26 964	29 386	+ 9,0%
Touristes français	7 409	9 165	+ 23,7%
Touristes japonais	7 791	8 473	+ 8,8%
Touristes australiens	4 515	4 438	- 1,7%
Touristes néo-zélandais	2 517	1 549	- 38,5%
Touristes divers	4 732	5 761	+ 21,7%
Tourisme de croisière			
Nombre de croisiéristes	18 815	28 514	+ 51,5%
Nombre d'escales de navires	12	21	+ 75,0%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
	sept-05	déc-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	4 033	4 592	+ 13,9%

59,6	62,0	2,4
99 515	100 651	+ 1,1%
27 358	27 727	+ 1,3%
29 229	31 486	+ 7,7%
16 212	16 062	- 0,9%
6 368	6 328	- 0,6%
20 348	19 048	- 6,39%
77 115	81 215	+ 5,3%
64	60	- 6,3%
déc- 04	dec- 05	Variation
4 181	4 592	+ 9,8%

Sources: ISEE, IEOM

Au cours du quatrième trimestre 2005, la fréquentation touristique a continué à progresser (+ 9,0 % par rapport à septembre 2005). Ainsi, le nombre de touristes métropolitains, japonais et divers a augmenté de respectivement 23,7 %, 8,8 % et 21,7 % par rapport au trimestre précédent. Seuls les touristes australiens et néo-zélandais ont été moins nombreux (respectivement - 1,7 % et - 38,5 % sur la même période). Le nombre de croisiéristes a également augmenté de 51,5 % par rapport au troisième trimestre 2005. Le taux d'occupation du trimestre s'est établi au niveau élevé de 75,2 % en moyenne. Concernant l'évolution annuelle, le nombre de touristes a légèrement progressé de 1,1 % par rapport à 2004, pour atteindre 100 651 touristes en 2005 sur le territoire. Dans le détail, ce sont surtout les Japonais qui ont été plus nombreux (+ 7,7 %), retrouvant leur niveau de fréquentation de l'année 2000. Les autres principaux marchés ont connu une relative stabilité : respectivement + 1,3 %, - 0,9 %, - 0,6 % pour les touristes métropolitains, australiens et néo-zélandais.

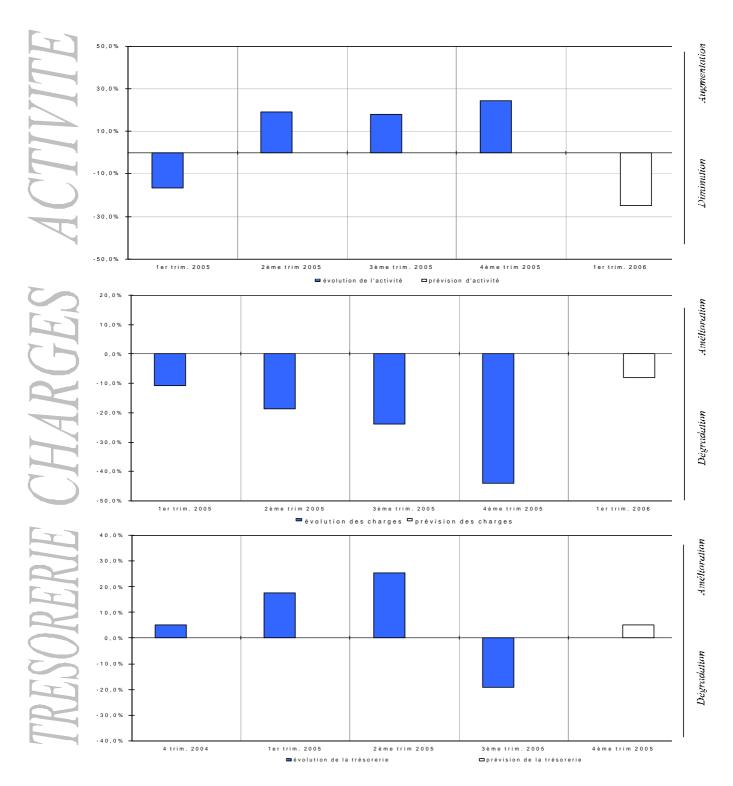
En parallèle, le tourisme de croisière poursuit son développement, avec une hausse des croisiéristes de 5,3 % entre 2004 et 2005. Notons également, que les Australiens représentent 86,2 % des croisiéristes. Cette évolution à la hausse est liée notamment à l'ouverture de nouvelles escales telles que Hienghène, Poum ou Ouvéa, mais aussi aux efforts réalisés au niveau de l'accueil des passagers.

La présentation du plan de développement touristique concerté a eu lieu en décembre 2005. La réflexion engagée par les responsables du tourisme des trois provinces du territoire en collaboration avec le cabinet d'ingénierie métropolitain KPMG, a permis d'élaborer un plan d'action pour relancer l'industrie touristique. Ce plan en trois phases s'étalera entre 2006 et 2016. La première phase 2006-2008 concernera la mise en place d'un « plan d'amélioration » : promotion de la destination sur les marchés étrangers, amélioration de l'offre locale, renforcement de la formation professionnelle et préparation d'hébergements nouveaux. La seconde phase 2008-2012 correspondra au lancement d'une véritable stratégie en terme d'image touristique. La dernière phase 2012-2016 consistera à consolider la dynamique créée par l'image touristique de la destination et à compléter la capacité d'accueil. L'objectif du plan est d'accueillir à l'horizon 2015, 180 000 touristes étrangers.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

#### 2-8 Services aux entreprises

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises » au 31 décembre 2005

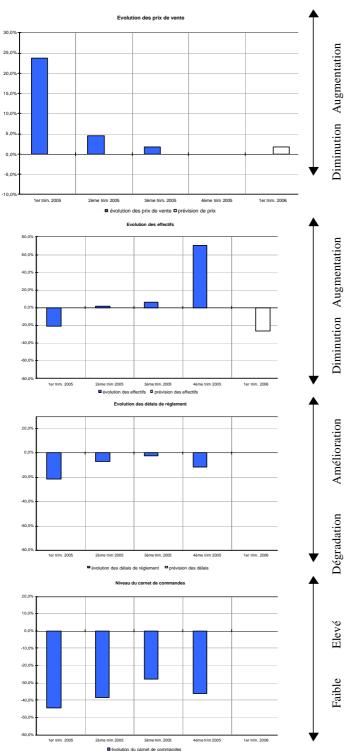


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les dessaisonnaliser

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises (748 salariés) du secteur des Services aux entreprises pour 10 réponses (557 salariés).

#### 2.8-Services aux entreprises



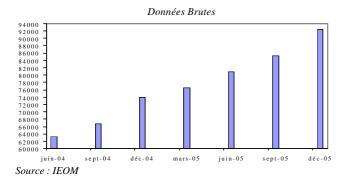
Confirmant les prévisions établies par les professionnels du secteur lors de la précédente enquête, l'activité aurait connu une augmentation au cours du quatrième trimestre 2005.

Les charges d'exploitation, pour leur part, auraient poursuivi leur dégradation face à la hausse de l'activité et à celle plus prononcée des effectifs.

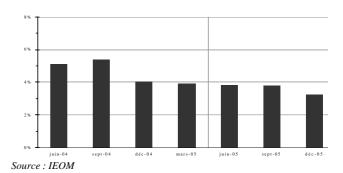
Enfin, les situations de trésorerie se seraient dégradées sous l'effet d'un allongement des délais de règlement, inversant de ce fait la tendance, dans un contexte de stabilité des prix de vente.

Concernant les perspectives pour le premier trimestre 2006, les chefs d'entreprises anticipent une diminution de l'activité.

**Services** (encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

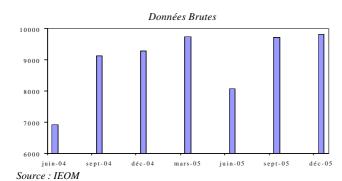


**Services** (Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



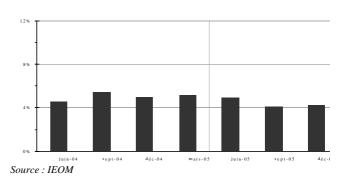
#### Transport et Télécommunications

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP))



#### Transport et Télécommunications

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-05	déc-05	Variations
Encours bancaires des crédits des services (en millions de F CFP)	85 269	92 384	+ 8,3%
Encours bancaires des crédits des tranports et télécommunications (en millions de F CFP)	9 719	9 821	+ 1,0%

déc- 04	déc- 05	Variations
74 030	92 384	+ 24,8%
9 286	9 821	+ 5,8%

Sources : IEOM

Directeur de la publication : P. BESSE Responsable de la rédaction : E. BAULARD Editeur et imprimeur : IEOM Achevé d'imprimer le 24 mars 2006 Dépôt légal : 2006 n° ISSN 0296-3108

#### INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE 19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553 e-mail : agence@ieom.nc